

Sécurité incendie dans les campings de la Gironde

Autorisations d'aménager

Un avis sur la sécurité est donné par le SDIS lors de la demande d'aménagement du camping.

L'avis fait référence à l'arrêté préfectoral du 23 mars 1987 relatif à la sécurité des campings sur le département de la Gironde et de l'arrêté du 13 juillet 1994 relatif aux prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.

Un avis sur la sécurité est donné par le SDIS lors de l'instruction du permis de construire d'un établissement recevant du public. L'avis fait référence au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Il ne concerne pas le camping mais les seuls locaux spécifiquement destinés à accueillir du public.

Dans les communes disposant d'un Plan de Protection contre un Risque (feu de forêt, inondation, risque technologique, retrait de côte, avancée dunaire, mouvements de terrain,...) les dispositions figurant au plan s'imposent en fonction du classement du terrain. Le PPR est alors annexé aux documents d'urbanisme (POS, PLU, plans d'aménagement de zone,...). En cas de différence dans les règles, les plus contraignantes s'imposent.

Zone de danger (zone rouge) : L'inconstructibilité y est la règle. Y sont néanmoins autorisés les travaux d'entretien, d'aménagement, de réhabilitation ou de mise aux normes des bâtiments existant avant l'adoption du plan, sous réserve de ne pas aggraver le risque, de ne pas augmenter le nombre de personnes ou de biens exposés.

Zone de précaution (zone orange) : Les constructions peuvent y être admises sous réserve du respect de certaines prescriptions visant à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Zone à aléa faible (zone bleue) : certaines règles peuvent être imposées

Zone non concernée par le risque (zone blanche)

Les logements de loisir (hors hôtellerie) relèvent de l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité incendie dans les habitations.

En Gironde, le SDIS est consulté au-delà de 3 logements conformément à la lettre circulaire du préfet en date du 10 mai 2004.

En ce qui concerne les résidences mobiles (ainsi que tentes ou caravanes équipées restant sur l'emplacement toute l'année), le SDIS 33 applique les mêmes dispositions que l'habitat pour ce qui est de l'accessibilité et de la défense incendie. La mobilité de la résidence n'est pas prise en compte dans la mesure où celle-ci reste présente sur le site en cas de menace (feu de forêt, inondation,...)

références

Contrôles

Le SDIS participe aux travaux des commissions départementales concernant l'Action Touristique ou la Sécurité des campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. Le SDIS est représenté par un sapeur pompier du secteur et donne un avis identique quel que soit la commission.

Le SDIS participe aux contrôles périodiques effectués par la commission de sécurité spécialisée dans les établissements recevant du public. Les établissements de 5^{ème} catégorie (restaurant de moins de 200 personnes, surface de vente de moins de 300 m², ...) ne sont pas soumis à des visites périodiques. Ils sont néanmoins visités si le Maire l'estime nécessaire. La représentation du SDIS est effectuée par un sapeur pompier breveté en prévention.

L'éventuel avis défavorable à l'exploitation ne concerne que le bâtiment visité. La fermeture du bâtiment reste de l'initiative du Maire.

Un registre de sécurité doit être tenu à jour par l'exploitant. Il doit permettre aux différentes commissions de vérifier, entre autre, la réalisation des contrôles techniques obligatoires (électricité*, gaz, moyens de secours, passages de commissions...). Les attestations remises par chaque contrôleur doivent clairement préciser le ou les installations vérifiées.

* Pour toute nouvelle construction, le contrôle doit être effectué par un organisme agréé et être suivi d'une levée des réserves. En cours d'exploitation, le camping est soumis à l'obligation de contrôle annuel par un technicien qualifié.

Dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, un cahier des prescriptions de sécurité (dispositions prises en matière d'alerte, d'information et d'évacuation des résidents) doit être consultable à tout moment. Ce document est réalisé sur la base d'un modèle disponible à la préfecture (SIRDPC).

Risques majeurs - Cas particulier du Feu de forêt

La commune peut figurer sur le DDRM et être classée à risque inondation ou feu de forêt sans que le camping en subisse la menace. Le risque retenu est celui pour lequel le camping subit une réelle menace.

Sont considérés comme massifs boisés significatifs ceux ayant une surface d'au moins 4 hectares et une largeur d'au moins 25 m.

La circulaire préfectorale du 11 juillet 2005 s'applique même si la commune n'est pas classée forestière.

(1)

(2)

(3)
(4)

<p>Débroussaillage : Le débroussaillage doit être réalisé sur le terrain mais également sur les fonds voisins sur une profondeur de 50 mètres au-delà de la limite du camping (et non pas des constructions). Cette distance peut être portée à 100 mètres notamment en zone rouge d'un PPRIF.</p> <p>Le débroussaillage consiste à rompre la continuité horizontale du couvert végétal combustible, à élaguer les arbres maintenus et à éliminer les rémanents de coupe.</p>	(1) (4)
<p>Voie périphérique : Une voie extérieure à la clôture du camping doit permettre le passage des véhicules hors chemin spécialisés dans la lutte contre les incendies de forêt. Cette voie aménagée entre le camping et le massif forestier est dite « à sable blanc ». Elle doit être dépourvue de toute végétation et avoir une largeur de 5 mètres afin d'autoriser le croisement ou le dépassement des engins.</p>	(1)
<p>Clôtures et écrans inflammables : Les clôtures inflammables (brandes, canisse, claustras,...) sont interdites en clôture du terrain. Elles peuvent être tolérées, à des fins d'occultation, lorsque l'écran est dégagé de toute végétation sur 5 mètres, de part et d'autre.</p> <p>Les haies bordant les emplacements devront être réalisées avec les essences végétales les moins inflammables et leur hauteur devra être limitée (1,50 m) afin d'éviter une continuité avec la strate arborée.</p>	(1) (6)
<p>Feux nus et barbecues : Les feux nus et les barbecues individuels sont interdits (ne sont pas concernés les appareils de cuisson au gaz ou électriques). Il s'agit avant tout de protéger la forêt en interdisant les appareils susceptibles de produire des escarbilles incandescentes susceptibles de se propager sur une végétation sèche.</p> <p>Il est toutefois admis la mise à disposition de barbecues fixes, installés par l'exploitant, sous réserve que ceux-ci soient aménagés sur une aire dés herbée sur au moins 10 m², à proximité de moyens de secours (tuyau d'arrosage recommandé). L'arrêté préfectoral précise que l'installation doit se faire en concertation avec les sapeurs pompiers forestiers de la Gironde. Le corps départemental de DFCI étant dissous, cette concertation se fait avec le chef du centre de secours de 1^{er} appel.</p>	(1)
<p style="text-align: center;">Défense incendie</p>	
<p>L'arrêté préfectoral du 23 mars 1987 n'impose un point d'eau réglementaire, à l'entrée du camping, que si celui-ci dispose de plus de 250 emplacements ou plus de 3 hectares.</p> <p>Cette règle n'est plus guère appliquée que pour les très rares campings qui n'offrent que des emplacements secs (destinés aux tentes et équipages ne séjournant pas à l'année).</p>	(1)
<p>Dans les autres cas, c'est la règle générale qui prévaut, à savoir que l'engin de secours doit pouvoir disposer de 120 m³ en deux heures, à moins de 200 m de toute construction ou groupe de résidences de loisirs non suffisamment isolées entre elles.</p>	(6)

<p>Lorsque les résidences de loisir sont éloignées de plus 5 m ou groupées sans totaliser 130 m², il peut alors être admis des réserves d'eau de 30 m³ ou des hydrants à 45 m³/h à 200 m, ou éventuellement des points d'eau réglementaires à 400 m.</p>	(5)
<p align="center">Moyens de secours</p> <p>Hormis les moyens exigés par le règlement de sécurité dans les établissements recevant du public, le camping doit disposer de moyens de secours. Ces moyens sont regroupés sur un support implanté de façon à ce qu'il y ait toujours moins de 40 m à parcourir depuis un emplacement pour l'atteindre. Le poste comprend : 2 extincteurs à eau de 6 litres, 1 extincteur à poudre 6 kg et 2 battes à feu (l'une des battes pouvant être remplacée par une pelle). Des robinets d'incendie armés peuvent être préconisés dans les zones d'implantation des résidences mobiles.</p>	(1)
<p align="center">Isolément des risques</p> <p>Tout emplacement doit se trouver à plus de 10 m d'une cuve de gaz, d'une cuve de fioul, d'un établissement recevant du public,</p>	(1)
<p align="center">Accessibilité des secours</p> <p>Un fourgon d'incendie urbain devra pouvoir approcher à moins de 60 m d'un emplacement sans avoir 60 m de marche arrière à effectuer. Dans les impasses de plus de 60 m, les engins doivent pouvoir faire demi-tour et se croiser.</p>	(6)
<p align="center">Consignes</p> <p>Des consignes concernant le risque incendie habituel doivent être affichées à l'entrée du camping et dans tous les bâtiments collectifs. Dans le cas d'un risque naturel ou technologique prévisible, elles sont complétées par des consignes spécifiques au risque et affichées au moins tous les 5000 m². A leur arrivée, tous les campeurs doivent recevoir une brochure d'information, sur le risque qui menace le camping, rédigée dans une langue qui leur soit compréhensible.</p>	(1) (2)

Evacuation

2^{ème} issue : Dans les campings soumis à un risque majeur, il convient que les campeurs aient le choix entre 2 issues. S'agissant également de deux accès pour les secours, l'issue supplémentaire devra être facilement manœuvrable à l'aide des outils et clefs en dotation habituelle des engins de lutte contre l'incendie.

Point de rassemblement : Le point de rassemblement indiqué dans les consignes devra être balisé comme indiqué dans le cahier des prescriptions de sécurité.

Les cheminements y conduisant, propres à chaque zone, seront pourvus d'un fléchage suffisant.

Eclairage de secours : Outre les moyens portatifs des résidents, une réserve de lampes portatives doit être mise à la disposition des personnels chargés de l'encadrement de l'évacuation.

Pour les campings importants, il est préconisé que les cheminements soient éclairés. Cet éclairage devra être secouru en cas de coupure de courant.

Dispositif d'alerte : Si la dotation d'un mégaphone par zone d'évacuation peut constituer l'équipement minimal, pour les campings importants, il est préconisé l'installation d'une sonorisation fixe.

- (1) arrêté préfectoral relatif à la sécurité incendie dans les campings de la Gironde, en date du 23 mars 1987 (joint en annexe)
- (2) décret n° 94-617 du 13 juillet 1994 relatif à la sécurité des occupants de campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible
- (3) circulaire DERE/SDF/C 2002-30 du 24 septembre 2002
- (4) arrêté préfectoral du 11 juillet 2005 relatif à la protection de la forêt girondine contre les incendies (chapitre sur le débroussaillage joint en annexe)
- (5) lettre circulaire de monsieur le préfet de la Gironde concernant la consultation du SDIS dans les actes d'urbanisme et évoquant la défense incendie du risque faible
- (6) préconisations du SDIS de la Gironde
- (7) arrêté préfectoral des Landes relatif à la sécurité dans les établissements d'hébergement touristique et campings, en date du 21 septembre 2005